



COGES

EXPERTISE
COMPTABLE

COMMISSARIAT
AUX COMPTES

Samuel CHAVEY
Expert-comptable
Commissaire aux comptes

Marie MORELLE
Expert-comptable
Commissaire aux comptes

16, rue Mozart - CS 8001
25217 Montbéliard Cedex
Tél. 03 81 98 31 89

coges@caec.fr
cabinet-coges.com

Association PLURI'ELLES
5 Rue des Carrières
90 000 BELFORT

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée Générale de l'Association « Pluri'elles »,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale de votre Association en date du 22 juin 2022, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Montbéliard,

Le 03 juin 2025

Commissaire aux Comptes
SAS COGES

Marie MORELLE



Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	6 096	6 096		
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	392 593	320 428	72 164	96 780
	Autres immobilisations corporelles	466 339	405 934	60 405	12 485
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	4 284		4 284	4 284
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	848		848	848
TOTAL (I)		870 159	732 458	137 701	114 397
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	56 320		56 320	52 958
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis	12 513		12 513	12 922
	Marchandises	8 717		8 717	9 894
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	58 337	3 590	54 747	91 512
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	76 376		76 376	56 389
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	268 967		268 967	254 814
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	5 144		5 144	2 541
	TOTAL (II)	486 374	3 590	482 784	481 030
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		1 356 533	736 048	620 485	595 427
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an					
(3) dont à plus d'un an				4 612	4 525

Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	18 294	18 294
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	30 000	30 000
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	253 548	235 895
	Excédent ou déficit de l'exercice	63 365	17 652
	Total des fonds propres (situation nette)	365 207	301 841
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	79 268	109 557
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	79 268	109 557
	Total des fonds propres	444 475	411 398
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		
Provisions	Provisions pour risques	10 000	
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	10 000	
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	28 211	25 426
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	69 285	77 277
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	57 586	67 361
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	16	66
	Produits constatés d'avance	10 912	13 899
	Total des dettes	166 010	184 028
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	620 485	595 427
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		63 365,17	17 652,48
(1) Dont à moins d'un an		143 335	184 028
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			



Compte de Résultat

1/2

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	35	60
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	119 958	145 902
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	352 928	346 512
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	603 930	638 945
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	729	1 000
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	34 268	35 170
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	(2 393)	(2 288)
Total des produits d'exploitation		1 109 455	1 165 301
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises	29 828	37 644
	Variation de stock	2 444	(138)
	Achats de matières et autres approvisionnements	30 419	30 241
	Variation de stock	(704)	5 539
	Autres achats et charges externes	246 249	276 392
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	21 986	27 362
	Salaires et traitements	599 071	668 256
	Charges sociales	83 394	82 289
	Dotation aux amortissements et dépréciations	39 525	45 827
	Dotation aux provisions	10 000	
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	96	1 567
Total des charges d'exploitation		1 062 307	1 174 980
RESULTAT D'EXPLOITATION		47 148	(9 679)

Compte de Résultat

2/2

		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		47 148	(9 679)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	2 395	1 655
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		2 395	1 655
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	404	164
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		404	164
RESULTAT FINANCIER		1 991	1 491
RESULTAT COURANT avant impôts		49 139	(8 187)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	212	422
	Sur opérations en capital	31 539	30 264
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	31 750	30 686
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	17 524	4 846
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	17 524	4 846
RESULTAT EXCEPTIONNEL		14 226	25 840
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		1 143 600	1 197 642
TOTAL DES CHARGES		1 080 235	1 179 990
EXCÉDENT ou DÉFICIT		63 365	17 652
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature		60 363	60 363
Bénévolat		7 318	10 587
TOTAL		67 681	70 950
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens		60 363	60 363
Prestations			
Personnel bénévole		7 318	10 587
TOTAL		67 681	70 950



Annexe libre

Présentation de l'association

L'objet social de l'association Pluri'elles est l'insertion socio-professionnelle par l'activité économique de personnes en difficultés.

Notre mission sociale est de permettre à des femmes et des hommes en rupture avec le monde du travail, de reprendre les attitudes de base indispensables dans l'entreprise, d'acquérir ou réacquérir la gestuelle liée à une activité professionnelle, de construire un projet social et/ou professionnel sous forme d'un parcours spécifique d'insertion.

Les activités de l'association se déroulent dans deux domaines :

** Le secteur non marchand pour la blanchisserie : le travail consiste au tri du linge, ensuite au lavage et enfin au repassage de tout type de linge (à plat ou en forme) pour les collectivités, les hôtels, les restaurants, les maisons de retraite, les entreprises mais également les particuliers.*

** Le secteur marchand pour la couture et le négoce : le travail consiste en la conception et la réalisation de vêtements professionnels touchant différents secteurs d'activité. L'atelier a deux activités, la coupe et la couture. Ces vêtements sont conçus sur mesures, adaptés aux spécificités des utilisateurs et personnalisés à l'image du client (coloris, logos, marquage).*

- **Moyens humains et matériels mis en œuvre :**

Moyens humains.

6 permanents :

- 1 directrice, 1 RAF, 1 secrétaire commerciale et 3 encadrantes (2 en ACI – 1 en EI.)

14 membres du conseil d'administration :

- 6 membres au bureau,
- 5 membres actifs,
- 1 membre sympathisant,
- 2 membres de droit (CCAS et ville de Belfort).

1 accompagnatrice socioprofessionnelle (poste mutualisé avec une autre SIAE).

Moyens matériels.

- bureaux, salle de réunion, magasin négoce, salle d'essayage, réfectoire, vestiaire,
- atelier de blanchisserie et atelier de couture,
- plusieurs machines/outils nécessaires à la mise en situation de travail et en nombre suffisant pour garantir que chaque salarié puisse participer en permanence aux activités de l'atelier,
- véhicules de livraisons (2)
- matériel bureautique et informatique.

Annexe libre

Moyens financiers.

Nos ressources proviennent en partie des recettes issues de la vente des biens et services et des prestations réalisées dans le cadre de nos activités développées, liées à l'exécution d'un contrat passé généralement avec des organismes publics, associatifs ou des entreprises.

Pour les salariés en insertion, l'Etat verse une aide au poste d'insertion qui comprend un montant socle et un montant modulé qui peut aller jusqu'à 10% du montant socle.

Nous bénéficions d'autres aides publiques, par exemple au titre de l'encadrement et de l'accompagnement social et professionnel (notamment par les collectivités territoriales). Le Conseil départemental participe au financement des aides attribuées pour les bénéficiaires du RSA.

Nous sollicitons également le Fonds Départemental d'Insertion (FDI) à toutes les étapes du développement de la structure, en fonction des projets.

Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

* Indemnités fin de carrière :

- La provision pour indemnité de fin de carrière n'a pas été comptabilisée. Une estimation selon le principe de la méthode rétrospective avec salaire actuel conforme à la recommandation 2003 R-01 du CNC pour les sociétés de moins de 250 salariés. Celle-ci aboutirait à un engagement de 15 466 € au 31/12/2024.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- Départ à l'initiative du salarié
- Age de départ : 64 ans
- Taux de turn-over moyen
- Revalorisation annuelle des salaires : 2 %
- Table de mortalité : 2020-2022
- Taux moyen de charges sociales : 40 %
- Taux d'actualisation brut : 3.35 % (Décembre 2024)

* Opérations non habituelles ou non conclues à des conditions normales (article 431-12 du règlement ANC 2018-06)

Néant

* Provision pour risque

Une provision de 10 000 € a été comptabilisée pour risque de perte sur la subvention FSE 2024.

Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC 2018-06 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des associations et applicable à compter du 1er janvier 2020. Ces comptes annuels ont été arrêtés le 12 avril 2022 par les dirigeants de l'association.

Principes

Le bilan de l'exercice présente un total de **620 485** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **1 143 600** euros et un total **charges** de **1 080 235** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **63 365** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.
Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Charges à payer : le montant des charges à payer, parmi lesquelles **peuvent** figurer certaines charges considérées du point de vue de l'Administration Fiscale comme des "provisions" à condition de figurer sur un état spécial annexé à la déclaration de résultat. Cette récapitulation vaut état de fait.

Provisions pour risques et charges : conformément au règlement CRC 2000-06 appliqué à partir du 1er janvier 2002, des provisions pour risques et charges sont constituées dès lors que le risque est certain ou probable et qu'il peut être estimé de manière suffisamment fiable.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Règles et Méthodes Comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 4 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 2 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 3 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Depuis 2010, les vêtements réalisés pour les modèles d'exposition et les essayages sont comptabilisés en immobilisations.

Stocks et en-cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en-cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Règles et Méthodes Comptables

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice			Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations	Diminutions		
			Réévaluations	AcquisitionsVirt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement					
	Donations temporaires d'usufruit					
	Autres	6 096				6 096
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6 096				6 096
CORPORELLES	Terrains					
	Constructions sur sol propre					
	sur sol d'autrui					
	instal. agencement					
	Instal technique, matériel outillage industriels	389 693		20 115	17 215	392 593
	Instal., agencement, aménagement divers	325 597		17 215		342 812
	Matériel de transport	46 987		41 180	1 801	86 367
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	25 314				25 314
	Emballages récupérables et divers	12 732			886	11 846
	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		800 323		78 510	19 901	858 931
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES						
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence					
	Autres participations	4 284				4 284
	Autres titres immobilisés					
	Prêts et autres immobilisations financières	848				848
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	5 132				5 132
TOTAL		811 551		78 510	19 901	870 159

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	6 096			6 096
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6 096			6 096
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	292 913	27 515		320 428
	Autres instal., agencement, aménagement divers	318 831	2 385		321 216
	Matériel de transport	42 112	7 735	1 801	48 046
	Matériel de bureau, mobilier	24 716	110		24 827
	Emballages récupérables et divers	12 485	245	886	11 845
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	691 058	37 991	2 687	726 362
TOTAL		697 154	37 991	2 687	732 458

Stocks et En-cours

	A la fin de l'exercice	Au début de l'exercice	Variation des stocks	
			Augmentation	Diminution
Marchandises				
Marchandises revendues en l'état	8 717	11 161		2 444
Approvisionnements				
Matières premières	54 823	53 848	975	
Autres approvisionnements	1 497	1 768		271
TOTAL I	65 037	66 777	975	2 715
Production				
Produits intermédiaires				
Produits finis	12 513	14 954		2 441
Produits résiduels				
Autres				
TOTAL II	12 513	14 954		2 441
Production en cours				
Produits				
Travaux				
Etudes				
Prestations de services				
Autres				
TOTAL III				
Production stockée (Total II + Total III)				2 441

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres		10 000		10 000
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		10 000		10 000
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours	5 957		5 957	
	Sur comptes clients, usagers	2 056	1 534		3 590
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	8 013	1 534	5 957	3 590
TOTAL GENERAL		8 013	11 534	5 957	13 590
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			11 534	5 957	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	848		848
	Clients, usagers douteux ou litigieux	4 612		4 612
	Autres créances clients, usagers	53 725	53 725	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	2 286	2 286	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	56 445	56 445	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	17 646	17 646	
	Charges constatées d'avance	5 144	5 144	
	TOTAL DES CREANCES	140 705	135 245	5 460
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	28 211	5 536	22 675	
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	69 285	69 285		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	21 767	21 767		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	27 309	27 309		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	3 677	3 677		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	4 833	4 833		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	16	16		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	10 912	10 912		
	TOTAL DES DETTES	166 010	143 335	22 675	
Emprunts souscrits en cours d'exercice		30 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice		1 789			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Produits à recevoir

		31/12/2024
Total des Produits à recevoir		74 440
Autres créances clients		528
CLIENTS FACTURES A ETABLIR	528	
Autres créances		73 912
SUBVENTIONS A RECEVOIR	49 886	
ETAT - PRODUITS A RECEVOIR	6 559	
DIVERS - PRODUITS A RECEVOIR	17 467	

Charges à payer

		31/12/2024
Total des Charges à payer		61 388
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		26 816
FACTURES NON PARVENUES	26 816	
Dettes fiscales et sociales		34 556
PROVISION CONGES PAYES	21 667	
CHARGES SUR CONGES PAYES	8 056	
ETAT AUTRES CHARGES A PAYER	4 833	
Autres dettes		16
AVOIRS A ETABLIR	16	

Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise	18 294				18 294
Fonds propres avec droit de reprise	30 000				30 000
Ecarts de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Autres réserves					
Report à nouveau	235 895	17 652			253 548
Excédent ou déficit de l'exercice	17 652	(17 652)	63 365		63 365
Situation nette	301 841		63 365		365 207
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	109 557		10 500	40 789	79 268
Provisions réglementées					
TOTAL	411 398		73 865	40 789	444 475

Détail des subventions d'investissements :

Organisme	Année octroi	Montant	Total amorti fin 31/12/24	Montant de subvention restant à amortir
FDI	2020	17 901,00	14 103,45	3 797,55
Région	2021	5 000,00	3 713,89	1 286,11
CARSAT	2022	25 000,00	10 693,47	14 306,53
FDI	2022	12 185,00	5 239,55	6 945,45
Région	2022	5 000,00	1 806,85	3 193,15
Région	2022	86 977,00	37 237,83	49 739,17
total		152 063,00	72 795,04	79 267,96

Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		5 144	5 144
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			5 144

Produits constatés d'avance

	Période	Montants	31/12/2024
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION		10 912	10 912
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			10 912

Produits et Charges exceptionnels au 31/12/2024

Détail des produits et charges exceptionnels :	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
671800 - CHARGES EXCEPTIONNELLES DIVERS	17 524	
771100 - DEDITS ET PENALITES SUR ACHATS		212
775200 - PRODUITS CESSIONS IMMO CORPORE		1 250
777000 - QUOTE PART DES SUBV. D'INVESTI		30 289
Totalisation	17 524	31 750

Transferts de charges

	31/12/2024
Refacturation	3 764
Remboursements Formations	23 745
Remboursement assurances	910
JSS salariés partis	(108)
TOTAL	28 311

Rémunérations des Dirigeants

31/12/2024

Rémunérations des membres :

- des organes d'administration
- des organes de direction
- des organes de surveillance

En application du principe du respect du droit des personnes, cette information n'est pas toujours servie, car elle aurait pour effet indirect de fournir des renseignements à caractère individuel.

Effectif moyen

31/12/2024

Interne

Externe

EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE

Cadres & professions intellectuelles supérieures

2

Professions intermédiaires

Employés

Ouvriers

24

TOTAL

26

Evaluation des contributions volontaires en nature

Répartition par nature de produits	31/12/2024	31/12/2023
Dons en nature		
Prestations en nature		
Mise à disposition de locaux municipaux par la ville de Belfort	60 363	60 363
Bénévolat	60 363	60 363
Heures de Bénévolat	7 318	10 587
	7 318	10 587
Total	67 681	70 950
Répartition par nature de charges	31/12/2024	31/12/2023
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Mise à disposition de locaux municipaux par la ville de Belfort	60 363	60 363
Prestations	60 363	60 363
Personnel bénévole		
Heures de Bénévolat	7 318	10 587
	7 318	10 587
Total	67 681	70 950



Engagements financiers

31/12/2024	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus		
Avals, cautions et garanties		
Engagements de crédit-bail Engagements contrats crédits-baux Cf. état Engagements financiers - Engagements de crédit-bail	3 902 3 902	
Engagements en pensions, retraite et assimilés		
Autres engagements		
Total des engagements financiers (1)	3 902	
(1) Dont concernant : Les dirigeants Les filiales Les participations Les autres entreprises liées		

Autres informations

Subventions et concours publics

L'association a perçu au cours de l'exercice 2024 les subventions suivantes :

- Ville de Belfort : subvention de fonctionnement de 33 000 €.
- Conseil Départemental du Territoire de Belfort : subvention de fonctionnement de 32 500 €.
- Etat : au titre de l'activité "entreprise d'insertion" et des "ateliers et chantiers d'insertion" : 470 700 €.
- Union Européenne / Fonds FSE via le Conseil Départemental du Territoire de Belfort : 43 899 €.
- FDI : 20 625 €

Mises à disposition

La Ville de Belfort met à disposition de l'association des locaux municipaux sis 5 rue des Carrières. Cette mise à disposition est évaluée à 60 363 € par la collectivité, correspondant à une surface totale de 967.35 m² soit 62.40 € par m².

Contributions volontaires en Nature - Bénévolat

Le bénévolat a été évalué par la direction de l'association à 0.39 ETP. Cela correspond aux heures de travail effectuées par les membres du conseil d'administration pour leur participation au CA et les relectures de courrier notamment.

Ce temps de travail valorisé au taux horaire du SMIC est évalué à 7 318 € soit 616h par 11.88 €.



COGES

—
EXPERTISE
COMPTABLE

—
COMMISSARIAT
AUX COMPTES
—

Samuel CHAVEY
Expert-comptable
Commissaire aux comptes

Marie MORELLE
Expert-comptable
Commissaire aux comptes

16, rue Mozart – CS 8001
25217 Montbéliard Cedex
Tél. 03 81 98 31 89

coges@caec.fr
cabinet-coges.com

Association PLURI'ELLES
5 Rue des Carrières
90 000 BELFORT

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Exercice clos le 31 Décembre 2024

A l'attention de l'Assemblée Générale de l'Association « Pluri'elles »,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L.612-5 du Code de commerce.

Fait à Montbéliard,

Le 03 juin 2025

**Commissaire aux Comptes
SAS COGES**

Marie MORELLE

